

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Avril 2010

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en mars dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mars-avril des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.iijcan.org/index_fr.html.

Grief dans l'industrie de la construction – Le CUSW avait renvoyé devant la Commission deux griefs revendiquant des droits à l'encontre d'EACL, bien que le syndicat n'ait eu le droit de négocier qu'avec Bruce Power (laquelle possède un lien contractuel avec EACL) – Le CUSW soutenait que 1) Bruce était son mandataire quant à l'exécution des conventions collectives conclues avec des entrepreneurs tels qu'EACL; et que 2) la Commission devrait reconnaître l'existence d'une convention collective entre le CUSW et EACL, de façon à permettre au syndicat de bénéficier des avantages pour un tiers des conventions spécifiques conclues par Bruce et EACL – La Commission se penche sur le libellé des contrats et des conventions collectives, et elle estime que, malgré la *possibilité* qu'avaient les parties de nouer une relation de mandataire, elles ne l'ont pas fait de manière explicite – Concernant les avantages pour un tiers, la Commission soutient que, dans l'éventualité peu probable où elle pourrait concevoir un recours pour un tiers découlant d'un contrat non assujéti à la LRT, cette mesure ne serait pas appropriée dans la situation – Le CUSW a déjà obtenu tout ce pour quoi il avait négocié avec Bruce, et rien dans le contrat d'EACL ne peut ou ne pourrait lui retirer ses droits – Griefs rejetés

ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED; RE CANADIAN UNION OF SKILLED WORKERS; File Nos. 2822-06-G; 0445-08-G; Dated March 18, 2010; Panel: David A. McKee (7 pages)

Accréditation dans les cas de contravention à la Loi – Congédiement en raison d'activités syndicales – Pratiques déloyales de travail

Au cours d'une campagne de recrutement du SCEP, Boehmer et certains de ses employés avaient distribué des messages écrits, lesquels, selon le syndicat, étaient mensongers et trompeurs et sous-entendaient que la syndicalisation allait miner la viabilité de l'entreprise et, par conséquent, compromettre la sécurité d'emploi des employés – Lors du scrutin de représentation, le SCEP avait été défait par un nombre de voix imposant, malgré l'appui de la majorité des employés le jour de la requête – Le syndicat alléguait que les écrits distribués par Boehmer ou avec son approbation constituaient une menace pour le gagne-pain des employés et avaient eu un effet d'intimidation sur les électeurs – La question sur laquelle la Commission doit se prononcer est la suivante : si Boehmer a enfreint la Loi, et, en pareil cas, si le SCEP a le droit d'obtenir une accréditation corrective, même s'il a été perdant lors du scrutin de représentation – La Commission, à la majorité des voix, estime qu'un certain nombre d'incidents survenus dans le lieu de travail ne constituent pas des pratiques déloyales de travail; cependant, les messages écrits et les liens qu'on y établissait entre la syndicalisation et la sécurité d'emploi constituent effectivement une violation de la Loi – À la majorité des voix, la Commission juge que ni un second scrutin de représentation ni les autres recours habituels offerts par la Commission alliés à un second scrutin ne pourraient compenser adéquatement le tort causé par les menaces exprimées dans les messages écrits de Boehmer

– Le syndicat a droit à une accréditation corrective – Certificat délivré

BOEHMER BOX LP; RE CEP; File Nos. 0474-08-R; 0493-08-U; 1866-08-U; Dated March 3, 2010; Panel: Patrick Kelly, J.A. Rundle (dissenting), S. McManus (24 pages)

Santé et sécurité – Le syndicat local 1946 demandait la suspension de l'application d'un ordre exigeant des électriciens qu'ils montent des dossierets de lit dans les chambres d'hôpital dans le cadre du projet de construction de l'Hôpital Victoria – La Commission croit comprendre que le dossieret en question est un châssis métallique pouvant recevoir des dispositifs électriques plus petits ainsi que des canalisations; ce n'est pas un accessoire électrique au sens de la *Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier* – Compte tenu de ce qui précède, la Commission conclut que le syndicat local 1946 a démontré qu'il possédait une preuve *prima facie* solide, faisant présager qu'il pourrait avoir gain de cause en appel – Le syndicat local 1946 a aussi établi que la suspension de l'application de l'ordre n'était pas susceptible d'entraîner des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, et qu'il subirait un préjudice si l'application de l'ordre n'était pas suspendue – Puisque le syndicat local 1946 a été en mesure de satisfaire aux trois critères de validité de la suspension, sa demande est accueillie en attendant l'issue du pourvoi

ELLISDON CORPORATION; DAN DIGNARD, INSPECTOR; AND IBEW, LOCAL 120; RE UBCJA, LOCAL 1946; File No. 3215-09-HS; Dated March 3, 2010; Panel: Harry Freedman (10 pages)

Normes d'emploi – L'employeur demandait la révision d'un ordre exigeant qu'il verse une indemnité de vacances à une employée à l'encontre de laquelle l'employeur avait obtenu une ordonnance judiciaire de restitution, après qu'elle eût été reconnue coupable de vol – La Commission constate que le salaire avait été retenu avant la déclaration de culpabilité et l'ordonnance de restitution, en contravention des dispositions de la Loi relatives aux compensations – L'employeur n'a pas le droit de se placer en meilleure position qu'un autre créancier en retenant un salaire – La compensation n'avait pas été autorisée, et l'ordonnance judiciaire exige uniquement que l'employée fasse des efforts raisonnables pour s'y conformer – Requête rejetée

GRAPPLE MARKETING INC. c.o.b. as KWIK KOPY DESIGN AND PRINT CENTRE; RE BONNIELEE HARRISON AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 1408-09-ES; Dated March 1, 2010; Panel: Brian McLean (3 pages)

Interdiction – Droit de négocier – Révocation – La Commission avait fait connaître les motifs de sa décision antérieure sur « l'essentiel », soit qu'il soit interdit au requérant de déposer une seconde requête en révocation à peine deux mois après le rejet d'une première requête de même nature, alors que le syndicat avait remporté le scrutin de représentation – Selon la Commission, l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de l'alinéa 111 (2) k) exige l'étude attentive des intérêts et objectifs opposés qui sont en présence – Les employés avaient eu l'occasion de faire savoir, par scrutin secret, s'ils désiraient que le syndicat continue de les représenter, et la majorité avaient voté en faveur de la poursuite de cette représentation – Après la tenue et le dépouillement d'un scrutin, il doit exister un motif convaincant à l'appui d'une autre contestation du droit de représentation du syndicat, soumettant de nouveau à l'incertitude la stabilité de la relation de négociation collective – Or, la situation ne comporte aucune circonstance inhabituelle – Le syndicat ne doit pas être détourné de ses engagements en matière de négociation par l'obligation de se défendre d'une deuxième attaque à l'encontre de son droit de négocier – Requête rejetée

ONTARIO LOTTERY AND GAMING CORPORATION c.o.b. as OLG BRANTFORD CASINO; RE JASON BONNEY; RE SEIU LOCAL 2, BREWERY, GENERAL AND PROFESSIONAL WORKERS' UNION; File No. 3277-09-R; Dated March 23, 2010; Panel: Patrick Kelly (6 pages)

Grief dans l'industrie de la construction – La Commission devait se prononcer sur la question de savoir si la décision d'OPG de refuser à un particulier (un employé d'Aecon) l'accès à son installation est assujettie au critère de la « raison valable » établi par la convention collective signée par le syndicat des plombiers et tuyauteurs (UA) et EPSCA – OPG reconnaissait avoir signé la convention d'EPSCA, mais déclarait avoir agi à titre de propriétaire, constructeur ou titulaire de permis et non à titre d'employeur lors du refus d'accès – Selon la Commission, en interdisant à cette personne l'accès au lieu de travail, OPG exerçait un pouvoir quant à l'emploi du plaignant – La Commission juge que la Loi et la convention d'EPSCA ne renferment rien qui permette à une entité de se déclarer non assujettie aux

dispositions de la convention lorsque cette entité agit à titre de « propriétaire » plutôt que d'« employeur » – La décision d'OPG de refuser l'accès à l'employé est indépendante du lien d'emploi de l'employé avec Aecon; le comportement d'OPG est visé par la convention d'EPSCA, et il lui revient d'établir que ce comportement satisfait à la norme formulée par la convention – L'affaire suit son cours

ONTARIO POWER GENERATION INC., ELECTRICAL POWER SYSTEMS CONSTRUCTION ASSOCIATION AND; RE UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA; File Nos. 0264-09-G; 0266-09-G; Dated March 31, 2010; Panel: Harry Freedman (11 pages)

Congédiement en raison d'activités syndicales – Redressement provisoire – Pratique et procédure – L'UIES voulait obtenir une ordonnance provisoire en vue de la réintégration d'une employée à l'essai – Le superviseur de l'employée avait décidé que celle-ci ne répondait pas aux exigences d'un emploi permanent – Cette décision n'avait pas été transmise à l'employée, qui avait été autorisée à s'absenter pour passer un examen de compétences professionnelles – À son retour, l'employée avait été mise au courant de la campagne de recrutement et y avait manifesté son appui – Elle avait été congédiée cinq jours plus tard – L'UIES avait allégué que ce congédiement avait effectivement suspendu le travail de recrutement du syndicat – Princess Gardens avait admis qu'une campagne visant à établir le droit de négocier avait été en cours et qu'une question grave devait être tranchée pendant la présente instance – La Commission ne trouve pas nécessaire de déterminer si un redressement s'impose pour empêcher un préjudice irréparable ou pour satisfaire à d'autres objectifs importants sur le plan des relations de travail, ou encore si la prépondérance des préjudices favorise l'octroi de la mesure de redressement provisoire; en effet, il semble à la Commission que le congédiement n'a aucun rapport avec le droit exercé par l'employée d'appuyer le syndicat – La Commission estime que Princess Gardens avait un motif plausible de mettre fin à l'emploi de l'employée, et que son explication du retard à informer celle-ci de son congédiement est également plausible – La Commission juge, après évaluation préliminaire, que le congédiement n'est pas lié à l'exercice par l'employée d'un droit conféré par la Loi; par conséquent, la Commission ne peut exercer son

pouvoir discrétionnaire de réintégration – Requête relative à un redressement provisoire rejetée

PRINCESS GARDENS RETIREMENT RESIDENCE; RE SEIU, LOCAL 1 CANADA; File No. 3177-09-M; Dated March 2, 2010; Panel: Patrick Kelly (8 pages)

Accréditation dans les cas de contravention à la Loi – Industrie de la construction – Ingérence dans les affaires syndicales – Recours – Pratiques déloyales de travail – La Fraternité des charpentiers et menuisiers avait entamé une campagne de recrutement en demandant à un employé de Southend de distribuer des cartes – Le frère du propriétaire, qui était le superviseur de l'employé, avait ouvertement exprimé son aversion pour les syndicats et brûlé la carte d'adhésion d'un autre employé sur le lieu de travail, devant plusieurs autres employés – L'employeur soutenait que le congédiement de l'employé qui avait commencé à distribuer des cartes sanctionnait un nombre excessif d'absences ainsi que la consommation d'alcool à l'heure du midi – La Commission constate que le congédiement de l'employé avait effectivement mis fin à la campagne de recrutement – La Commission préfère ajouter foi à la preuve de l'employé congédié plutôt qu'à celle des témoins de l'employeur – Il est possible qu'il y ait eu un manque d'assiduité chez l'employé, mais ce n'est pas là le motif de son congédiement – D'autres employés avaient été réprimandés pour avoir consommé de l'alcool le midi; l'organisateur à l'interne a été licencié – L'employeur n'avait rien fait pour se dissocier du comportement antisyndical de son frère – La Commission est convaincue qu'un scrutin de représentation ne refléterait pas le désir véritable des employés – Certificat accordé

SOUTHEND DRYWALL & ACOUSTICS LTD.; RE UBCJA, LOCAL 2486; File Nos. 3317-07-R; 3318-07-U; Dated March 17, 2010; Panel: Marilyn Silverman, B. Roberts, R. Baxter (15 pages)

Droit de négocier – Employé – Qualité – Révocation – Le syndicat local 115 de la FIOE détenait le droit de négocier dans le secteur ICI et dans tous les autres secteurs de la région géographique 12 de la Commission – Dans une décision antérieure, la Commission avait déclaré que la requête en révocation en cause était hors délai concernant le secteur ICI, mais opportune concernant tous les autres secteurs – À la date de la requête, le particulier requérant avait exécuté du travail relevant du secteur ICI pendant la plus grande partie de la journée, et du travail relevant d'un secteur autre pendant le reste de la journée

– La question que doit trancher la Commission est la suivante : à savoir si un employé doit consacrer la plus grande partie de sa journée de travail à l'exécution de travaux relevant de l'unité de négociation pour être considéré comme un « employé membre de l'unité de négociation » aux fins d'une requête en révocation – Selon la Commission, l'application aux secteurs du critère de « la plus grande partie de la journée », qui est utilisé dans les requêtes en accréditation, n'est pas pertinente dans le contexte des requêtes en révocation – Il n'existe aucune raison convaincante de priver une personne de la qualité d'employé membre de l'unité de négociation dans des circonstances où cette personne, le jour de la requête, exécutait du travail dans la région géographique de cette unité de négociation, travail relevant de la portée de l'unité et du type visé par le certificat ou la convention collective en vigueur dans le secteur en cause et exécuté pendant une période inférieure à la plus grande partie de la journée – La Commission juge que le requérant était un employé membre de l'unité de négociation le jour de la requête – La Commission juge également que le critère de « la plus grande partie de la journée », tel qu'il se rapporte aux secteurs, ne doit pas s'appliquer aux requêtes en révocation dans l'industrie de la construction – Le dépouillement des bulletins doit avoir lieu

TERRY SHORTT ELECTRICAL SERVICES LTD.; RE GLYNN SAYEAU; RE IBEW AND THE IBEW CONSTRUCTION COUNCIL OF ONTARIO QUINTE & ST. LAWRENCE ELECTRICAL WORKERS LOCAL UNION 115; File No. 0468-09-R; Dated March 11, 2010; Panel: John D. Lewis, B. Roberts, R. Baxter (12 pages)

(Les décisions de la Commission n'ont pas fait l'objet d'un compte-rendu)

DONALD AMODEO; RE ONTARIO MINISTRY OF LABOUR (HER MAJESTY IN RIGHT OF ONTARIO), ATTORNEY GENERAL OF ONTARIO, GRIEVANCE SETTLEMENT BOARD, OPSEU AND OLRB; OLRB File Nos. 2837-07-U; 2838-07-OH (Court File No. 147/09); Dated March 15, 2010; Panel: Jennings, Lederman and Dambrot, JJ. (4 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Retard – Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Santé et sécurité – Révision judiciaire – Règlement – Le requérant avait demandé la révision de deux décisions de la Commission : la première rejetant une plainte en vertu de l'article 74, et la seconde rejetant une requête en vertu de l'article 50 de la LSST en faveur d'une instance en cours devant la Commission de règlement des griefs – L'affaire avait été réglée à la CRG, et le requérant avait demandé à la Cour d'annuler le procès-verbal de règlement (PVR) – La Cour juge que le requérant n'a aucunement fait preuve de capacité réduite pendant l'instance devant la CRG, de sorte que le PVR rend sa plainte irrecevable – Notons de plus qu'un PVR n'est pas une décision susceptible de révision – Les demandes de révision des décisions de la Commission sont rejetées pour cause de retard

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Mr. Todor Pandeliev v. OLRB Divisional Court No. 10-DC-1594 Ottawa	3279-08-ES	En cours
Ellis Don Limited v. Ontario Sheet Metal Workers' and Roofers' Conference Divisional Court No. 92/10	0784-05-G	En cours
AECON Construction Group v. IBEW, Local 105 Divisional Court No. 87/10	3626-08-G	En cours
Independent Electricity System Operator v. Canadian Union of Skilled Workers, LIUNA et al Divisional Court No. 78/10	3322-03-R 2118-04-R	En cours
Christopher Henderson (Proteus Craftworks) v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 02/10	1953-07-ES	En cours
K.A.S. Group of Companies v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	En cours
Reliable Painters & Decorators Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
Riverside Mart & Service v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 Ottawa	1598-09-ES	En cours
Lennox Drum Limited v. Joseph Ah-hone Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	10 août 2010
Pro Pipe Construction v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
IBEW v. Ellis Don Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	En cours
Blue Mountain Resorts v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
Julie Desgrosseillers v. North Bay General Hospital Divisional Court No. DV-830-09 SUDBURY	0827-08-U	En cours
Robert McLaughlin v. Graphite Specialty Products, et al Divisional Court No. 09/191 LONDON	2221-07-OH	Désistement le 10 mars 2010
Roy Murad v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
Greater Essex County District School Board v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	14 juin 2010
Donald Amodeo v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 147/09	2837-07-U 2839-07-OH	Rejetée le 15 mars 2010
Dr. Peter A. Khaite v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
L.I.U.N.A. v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
Janet Kitson v. OLRB et al	4205-02-U	En cours

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Divisional Court No. 492/06		